



**Rapport du
Comité consultatif du secteur privé
sur la réunion du 21 septembre 2009**

1. Le Comité consultatif du secteur privé (CCSP) s'est réuni le 21 septembre 2009 sous la présidence de Mme Florence Rossillion (FEC).

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

2. Le CCSP a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document PSCB-116/09 Rev. 2.

Point 2 : Rapport sur la réunion du 16 mars 2009

3. La Présidente a demandé au Comité s'il y avait des observations sur le rapport de la réunion du 16 mars 2009 figurant dans le document PSCB-115/09. Le délégué de l'AJCA a notifié le Secrétariat que le terme "interdiction" au paragraphe 15, Point 7 du rapport concernant les importations de café éthiopien au Japon, était incorrect. Il a été décidé de modifier la phrase comme suit : "S'agissant des nouvelles dispositions d'inspection sanitaire instituées par le Japon en mai 2008 sur les importations de café éthiopien, le Directeur exécutif a déclaré qu'il avait écrit à l'AJCA pour savoir si ces nouvelles dispositions étaient suffisantes pour rétablir la normalité dans le commerce du café". Sous réserve de cette modification, le CCSP a approuvé le rapport sur la réunion du 16 mars 2009 qui figure dans le document PSCB-115/09.

Point 3 : Situation du marché du café

4. Le Directeur exécutif a présenté son rapport sur la situation du marché du café figurant dans la Lettre du Directeur exécutif d'août 2009 : en dépit d'une augmentation de 4% du prix indicatif composé en août, les prix indicatifs quotidiens des quatre groupes de café ont chuté au cours de la dernière quinzaine d'août et de la première semaine de septembre. Il a

appelé l'attention du Comité sur la question des différentiels : le différentiel de prix le plus important a été enregistré en Colombie qui a subi un déficit de production dû à un climat hors de saison et une réduction de l'utilisation d'engrais en raison de leur coût élevé. La production de Robusta a été importante et les prix élevés du café ont été affectés par l'évolution des taux de change due à la dépréciation du dollar EU par rapport aux monnaies locales. D'une manière générale, le secteur du café a relativement bien supporté la crise financière.

5. Le délégué de la FEC a observé que le marché s'était déplacé : les consommateurs européens ont moins d'argent disponible, d'où une réduction de la consommation dans les lieux de travail, les cafés et les distributeurs automatiques, mais cette réduction est compensée par des prix très compétitifs dans les supermarchés. Un glissement des marges élevées vers des marges plus réduites a donc été observé. Il a noté que les statistiques sur la consommation étaient largement tributaires des chiffres des importations et des réexportations. Les importations ont augmenté de façon significative en Belgique et baissé de façon comparable au Pays-Bas et en France selon EUROSTAT, dont il mis en doute la précision.

6. Le délégué d'ASOEXPORT a souscrit à l'analyse que le Directeur exécutif a fait de la situation en Colombie : l'année dernière, les conditions climatiques ont été inhabituelles, avec des pluies pléthoriques. En outre, le prix des engrais a plus que doublé en monnaie locale. Associés à la rénovation de plus de 240 000 hectares de plantations, ces facteurs ont eu un effet significatif sur le volume de la production de café.

7. Le délégué d'AMECAFE a attiré l'attention sur l'augmentation de la consommation au foyer au détriment des cafés et aux autres lieux extérieurs, qui a été évoquée par le délégué de la FEC : il s'est interrogé sur les implications de ce phénomène sur la qualité. Plusieurs délégués ont insisté sur la question de la qualité : d'une part, l'augmentation de la production de Robusta suscite des inquiétudes et d'autre part, une nouvelle vague de micro-torréfacteurs apparaissent, ce qui est encourageant ; dès que les consommateurs goûtent du café de qualité, ils ont tendance à s'y tenir. Les délégués d'AEKI et de CeCafé ont également noté la tendance encourageante de la consommation intérieure de leurs pays respectifs, tendance due à plusieurs facteurs, dont l'éducation sur la santé, l'amélioration de la qualité et le marketing.

8. Le Comité a pris note de ce rapport.

Point 4 : Le café et la santé

9. La Directrice des programmes a fait un exposé sur le programme *Positively Coffee* et sur HCP-CEP.

10. Le programme HCP-CEP fait des progrès : huit pays y participent. Son message central est "Le rôle du café dans un régime alimentaire sain et équilibré" et ses cibles sont les médecins généralistes, les nutritionnistes, les journalistes médicaux et les professionnels de la

santé. Des brochures ont été produites et diffusées auprès de milliers de personnes en Europe, y compris deux numéros du bulletin britannique (plus de 110 000 exemplaires) et une monographie intitulée *Medicina Clínica* en Espagne (10 000 exemplaires). Six pays disposent de sites web dédiés au café et la santé.

11. Le site web *Positively Coffee* a été totalement refondu en fonction des dernières données scientifiques et la version anglaise a été lancée dans les délais prévus. Les versions espagnole, française et portugaise sont prêtes et seront affichées sous peu, après révision finale. Entre-temps, quatre nouveaux sujets ont été inclus dans le programme des travaux futurs : café et grossesse, café et maladie cardiaque, café et maladie d'Alzheimer et café et antioxydants. L'ISIC a examiné le financement futur du Programme lors de la réunion de son Conseil le 24 mars à Amsterdam ; il a confirmé son attachement continu au Programme et examinera de nouveau son financement futur à sa prochaine réunion le 5 novembre 2009.

12. M. Nathan Herszkowicz (ABIC) a montré une courte vidéo sur le café et la santé qui a été diffusée à la télévision brésilienne le 7 août.

13. Le Comité a pris note de ces rapports.

Point 5 : Aspects liés à la sécurité alimentaire

14. Le délégué de la FEC fait le point de la situation de l'OTA : une proposition a été soumise concernant des amendements à la législation de la CE, qui lève une grande partie des hypothèques qui pesaient sur le café vert. Il s'agit d'une nouvelle encourageante mais il a déclaré qu'un optimisme béat n'était pas de mise et que des mesures visant à réduire la formation de l'OTA dans le café vert étaient essentielles pour maintenir la confiance des autorités de sécurité alimentaire. Il a déclaré que la situation du furane et de l'acrylamide n'avait pas évoluée.

15. Le délégué de la NCA a déclaré que la FDA avait demandé que des observations lui soient communiquées sur l'acrylamide. En ce qui concerne les pesticides, l'EPA a demandé que des observations lui soient communiquées sur une demande de l'*American Bird Conservancy* relative à l'annulation des tolérances d'utilisation de quatre pesticides employés dans la culture du café¹. Les observations doivent être communiquées avant le 2 novembre ; la NCA a mis en place un Comité technique et travaille à une réponse avec le Guatemala et d'autres parties.

16. Le délégué de la NCA a également noté que le Département du Travail des États-Unis avait récemment publié trois rapports sur le recours au travail des enfants dans le secteur du café. Au total, ces rapports citent 24 pays comme utilisateurs du travail des enfants dans le secteur du café. La NCA encourage les producteurs à appliquer leurs législations du travail respectives et à respecter leurs engagements vis-à-vis de l'OIT. Des programmes actifs visant à réduire l'incidence du travail des enfants permettront d'assurer que l'industrie du café ne

¹ Voir le document ED-2078/09.

subira pas les retombées négatives qui ont touché le secteur du cacao il y a plusieurs années. La NCA souhaite travailler avec les pays producteurs pour identifier les programmes en place de réduction/éradication de l'utilisation illégale du travail des enfants. Il a estimé que le CCSP avait la possibilité de faire preuve d'initiative et il a exprimé le souhait que cette question soit soulevée devant le Conseil.

17. Le délégué d'Anacafé a noté que, depuis cinq ans, son association travaille avec l'OIT et l'UNICEF sur la question du travail des enfants. Il s'agit d'une question difficile car, dans de nombreuses régions, il s'agit souvent d'une tradition et la culture locale s'oppose à l'abandon des traditions. Néanmoins, l'élimination du travail des enfants est un but important à long terme.

18. Le Comité a pris note de ces rapports.

Point 6 : Conférence mondiale du Café

19. Le délégué d'Anacafé a fait un exposé sur la Conférence mondiale du Café, y compris le programme provisoire, les orateurs, la logistique et les autres arrangements. Il a informé le Comité que des renseignements sur la Conférence figuraient dans les dossiers qui leur ont été remis et il a invité les membres à parler le plus possible de la Conférence autour d'eux.

20. Le Directeur exécutif a déclaré qu'en association avec le Secrétariat, il travaillait étroitement avec Anacafé depuis six mois. Une liste des orateurs et des exposés a été dressée et quelque 80% des orateurs sont déjà désignés. Tous les aspects logistiques de la Conférence ont été traités efficacement par le Gouvernement guatémaltèque et Anacafé. Il a renvoyé le Comité au document ICC-103-3 intitulé "Préparatifs pour la Conférence mondiale du Café (Guatemala 2010)" et particulièrement à son Annexe 1 qui donne le programme provisoire.

21. Mme Judy Ganes Chase, Vice-présidente de l'IWCA, a fait un exposé sur les travaux de cette association et sa participation à la Conférence mondiale du Café. Elle a déclaré que les buts de l'IWCA sont d'éradiquer la pauvreté et la faim et de promouvoir l'égalité entre les sexes. Elle s'est réjouie à la perspective de travailler avec l'OIC pour que les deux organisations réalisent leurs objectifs mutuels d'amélioration de la durabilité sociale du café.

22. Le Comité a pris note de ces rapports.

Point 7 : Préparatifs pour la mise en œuvre de l'Accord de 2007

Point 7.1 : Documents stratégiques

23. Le Directeur exécutif a déclaré que suffisamment de pays importateurs avaient ratifié l'Accord de 2007 pour qu'il puisse entrer en vigueur. Un grand nombre de pays exportateurs ont ratifié l'Accord et, si un grand pays exportateur parachevait les procédures, l'Accord entrerait en vigueur. Entre-temps, il a proposé de soumettre au Conseil des projets de résolutions portant prorogation de l'Accord de 2001 pour une année supplémentaire. Les

dispositions sont prises pour l'entrée en vigueur de l'Accord de 2007 et les infrastructures nécessaires sont en place. Il a appelé l'attention du Comité sur le projet de plan d'action stratégique 2009 – 2014 (document WP-Council 173/08 Rev. 3) et le projet de stratégie de mise en valeur du café (document WP-Council 191/09 Rev. 1), qui seront examinés par le Conseil plus tard dans la semaine.

Point 7.2 : Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café

24. Le délégué de la NCA a présenté un document de travail sur le Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café (PSCB-117/09). Il a appelé l'attention du Comité sur le diagramme de la dernière page du document qui présente un modèle d'approche possible de la question. Il a estimé que le Forum devait être une entité multidimensionnelle et ne devait pas se limiter à une seule réunion par an : ses travaux devaient être continus. Le modèle pourrait servir pour lancer les discussions sur le sujet. Le Forum représente une possibilité formidable pour l'OIC de servir les intérêts des producteurs du monde entier ; la question financière a été mise en évidence par la récente crise économique : que peut-on faire pour atténuer ses effets ou les effets d'une crise future ? La possibilité est donnée à l'OIC de se placer à l'avant-garde des organisations internationales, comme elle l'a fait en créant le CCSP.

25. Le modèle propose que le Comité directeur soit composé essentiellement de personnes ayant des compétences dans le domaine financier, y compris des représentants du secteur privé, de la Banque mondiale et d'organisations à financement public ; en tout état de cause, le noyau central de ce comité devrait être constitué d'experts financiers. Le Comité directeur transmettrait l'information à un groupe plus large s'occupant de résolution facilitée/gestion des problèmes. Ce groupe passerait ensuite cette information à des séminaires ou ateliers qui la renverraient au Comité directeur pour évaluation et travaux complémentaires. Une grande partie du travail du Comité directeur pourrait se faire “en virtuel” et les ateliers pourraient se tenir pendant les sessions du Conseil de l'OIC. Le Secrétariat pourrait puiser à cette riche source d'information pour produire des documents qui seraient diffusés dans le monde entier. Bien que ce modèle de Forum soit ambitieux, il est réalisable si le Conseil en approuve le principe et autorise le Secrétariat à y consacrer des ressources. Le délégué de la NCA a invité le Conseil à prendre le modèle comme base de discussion.

26. Le délégué de la FEC a remercié la NCA pour ce document qui est une contribution opportune et très utile ; le Comité doit avoir pour but d'assembler ce puzzle de documents et d'ateliers sur le financement. Aucune proposition ne portera de fruits si le Forum n'apporte pas une contribution précieuse à l'Organisation et à ses Membres. Il a estimé que le travail effectué pourrait également s'appliquer à d'autres produits de base tropicaux dans la mesure où les problèmes qu'ils rencontrent sont très similaires.

27. Le Directeur exécutif s'est félicité de ce document et de sa contribution au développement du fonctionnement du Forum. Il s'est interrogé sur ce qui devait venir en premier : les projets ou le financement ?

28. Le Comité a pris note de ces renseignements.

Point 8 : Forum sur la gestion des questions ayant trait au café

29. Le délégué d'Anacafé a déclaré que le Forum sur la gestion des questions ayant trait au café avait été lancé par Anacafé et la NCA dans l'objectif d'identifier les problèmes du secteur du café. Le Forum est très diverse et n'a pas d'ordre du jour préétabli : les participants sont encouragés à soulever toutes les questions qu'ils jugent importantes pour le secteur, qu'ils soient producteurs, torréfacteurs, importateurs ou consommateurs. Vingt-huit dirigeants représentant six continents y ont participé et ont identifié 24 questions émergentes. La réunion de décembre 2008 était le suivi d'une session en ligne qui s'était tenue en août 2007 pour examiner les priorités.

30. La viabilité des producteurs a été fixée comme première priorité. Six questions connexes ont également été identifiées : l'adaptation aux changements climatiques ; le financement et la gestion des risques ; les bonnes pratiques culturelles ; les pratiques économiques et sociales ; les pratiques du marché et les bonnes pratiques environnementales. Le Forum dispose de volontaires pour mettre en œuvre la stratégie mais il n'a pas de directeur de projet sans lequel rien ne peut se faire : il va tenter de mobiliser US\$65 000 pour recruter un directeur de projet et la NCA et Anacafé vont afficher cette offre sur leurs sites web. On a estimé que l'OIC pourrait jouer un rôle significatif dans le Forum.

31. Le délégué de la FEC a déclaré qu'il avait trouvé que le Forum était une expérience intrigante et positive et que ses résultats étaient très pertinents : tous les participants souhaitent éviter une surproduction et prévenir une nouvelle crise du café. Le Directeur exécutif s'est rangé à cet avis et a formé le vœu que le sujet soit inscrit à l'ordre du jour de la Conférence mondiale du Café.

Point 9 : Points à l'examen permanent

32. La Présidente a souligné que les questions figurant sous ce point de l'ordre du jour ne devaient pas être reléguées au second plan mais qu'au contraire, elles avaient été sélectionnées par le Comité lors de réunions précédentes pour faire l'objet d'un suivi et d'une attention continus : elles figureront donc en permanence à l'ordre du jour à moins de décision contraire du Comité.

Fourniture de données statistiques du secteur privé

33. Le délégué d'Anacafé a encouragé les membres à partager les données privées et officielles avec le CCSP ; il est particulièrement important de recevoir des informations sur les différentiels. Le délégué d'AMECAFE a reconnu que ces données étaient importantes

mais, en même temps, que leur recueil posait des difficultés dans la mesure où le Comité a entendu souvent le Directeur exécutif dire que l'OIC ne pouvait accepter que les données officielles fournies par les gouvernements. Le CCSP est conscient que ces données peuvent être incomplètes. Le délégué d'Amecafé a estimé qu'il peut être possible de traiter cette question par l'intermédiaire du secteur privé des pays Membres : il s'agit d'une question de transparence. Le Directeur exécutif a déclaré qu'il fallait être très prudent à l'égard de l'information parallèle ; il travaille en étroite collaboration avec des analystes du secteur privé et il est important que les organismes publics qui fournissent ces informations communiquent avec le secteur privé de leurs pays.

Programme d'amélioration de la qualité du café (PAQ)

34. Le Directeur exécutif a référé le Comité à deux documents, EB-3963/09 et EB-3964/09, qui analysent cette question dans le détail. Le délégué de la SCAE a ramené cette question à celle des statistiques ; l'un des principaux problèmes du secteur concerne les marchés à créneaux et l'inclusion de données sur ces derniers permettrait d'améliorer les statistiques.

Réseau international sur le génome du café (ICGN)

35. Le Directeur exécutif a noté que les travaux sur le génome pourraient avoir une très grande importance pour le monde du café. Il a tenu de nombreuses discussions avec les institutions de plusieurs pays mais il doit rencontrer les organisations scientifiques de ces pays afin de vérifier ce qui est possible. Les études se poursuivent ; une stratégie et une proposition doivent être définies. Le Fonds commun pour les produits de base ne finançant pas les recherches dans ce domaine, d'autres sources de financement doivent être recherchées.

Indications géographiques

36. Rien à signaler sur ce sujet.

Réseau CoffeeClub de l'OIC

37. Le consultant a déclaré que le réseau avait reçu plus de 25 000 visiteurs provenant de 155 pays. Il a référé le Comité à un exposé qu'il ferait, le lendemain, devant le Comité de promotion.

Fonds de promotion

38. Le délégué d'ASOEXPORT a demandé que la question des ressources du Fonds de promotion soit incluse dans ce Point 9 (Points à l'examen permanent). Il en a été ainsi décidé.

Point 10 : Représentants et bureau du CCSP

39. Le Secrétaire a référé le Comité au document WP-Council 197/09 concernant les propositions de candidatures pour siéger au CCSP en 2009/10 et 2010/11, reçues à la date du 15 septembre 2009. D'autres propositions de candidatures ont été reçues de plusieurs organisations, qui seront soumises à l'examen du Conseil.

40. La Présidente a informé le Comité qu'elle avait décidé de quitter le secteur du café et qu'elle se démettait de sa charge de présidente. Conformément à la pratique en vigueur au CCSP, la présidence passera automatiquement au Vice-président en exercice, M. Rodolfo Trampe Taubert (AMECAFE). Il en a été ainsi décidé à l'unanimité.

41. Le Directeur exécutif a remercié Mme Rossillion pour la diligence et la compétence avec lesquelles elle s'est acquittée de la présidence du Comité et lui a présenté ses vœux pour ses fonctions futures.

42. Le Comité a pris note de ces renseignements.

Point 11 : Questions diverses

43. Le délégué d'AJCA a fait un exposé sur les tendances de la consommation de café au Japon et a remis aux membres un CD contenant des données détaillées sur ce sujet.

44. Le délégué d'AMECAFE a demandé qu'il soit envisagé de prévoir une interprétation dans les langues officielles de l'OIC lors de la réunion du CCSP à Guatemala, dans la mesure où le Comité aura alors l'occasion unique de présenter ses travaux aux producteurs et d'atteindre un public plus vaste qu'à l'habitude. Bien entendu, cette décision comporte des incidences financières. Le Directeur exécutif a déclaré qu'il soulèverait cette question avec les autorités guatémaltèques compétentes.

Point 12 : Prochaine réunion

45. Le CCSP a noté que sa prochaine réunion se tiendrait vraisemblablement le lundi 1 mars 2010 à Guatemala et que cette date serait confirmée par le Secrétariat en temps opportun.

Liste des acronymes employés dans le présent rapport :

AEKI	Association des exportateurs de café indonésien
AJCA	Association japonaise du café
AMECAFE	Association mexicaine de la chaîne de production du café
Anacafé	Association nationale du café du Guatemala
ASOEXPORT	Association des exportateurs de café de Colombie
CeCafé	Conseil brésilien des exportateurs de café
CCSP	Comité consultatif du secteur privé
EUROSTAT	Office statistique des Communautés européennes
FEC	Fédération européenne du café
HCP-CEP	Les professions de la santé – Programme d'éducation au café
ICGN	Réseau international du génome du café
ISIC	Institut scientifique d'information sur le café
IWCA	<i>International Women's Coffee Alliance</i>
NCA	Association nationale du café des États-Unis d'Amérique
OIC	Organisation internationale du Café
OIT	Organisation internationale du travail
OTA	Ochratoxine A
SCAE	Association européenne des cafés de spécialité